



**PREFECTURE  
REGION ILE DE  
FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°IDF-015-2021-04

PUBLIÉ LE 8 AVRIL 2021

# Sommaire

## **Académie de Créteil /**

IDF-2021-04-08-00001 - Arrêté du 8 avril 2021 portant délégation de signature à madame Corinne SCHITTENHELM, cheffe de la division des affaires financières du rectorat de Créteil (4 pages)

Page 3

## **Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement /**

IDF-2021-04-07-00002 - Décision DRIEAT-IdF n° 2021-0038 du 7 avril 2021 portant subdélégation de signature en matière administrative (14 pages)

Page 8

Académie de Créteil

IDF-2021-04-08-00001

Arrêté du 8 avril 2021 portant délégation de signature à madame Corinne SCHITTENHELM, cheffe de la division des affaires financières du rectorat de Créteil

**Arrêté du 8 avril 2021 portant délégation de signature à madame Corinne SCHITTENHELM, cheffe de la division des affaires financières du rectorat de Créteil**

**LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CRETEIL**

- VU** le Code de l'éducation et notamment son article D222-20 ;
- VU** le Code de la commande publique ;
- VU** le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les changements de résidence des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France, lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'État, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 14 février 2018 nommant monsieur Daniel AUVERLOT recteur de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2019 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'Etat pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** les arrêtés du préfet de la région d'Ile-de-France n° 2020-08-17-027 du 17 août 2020 portant délégation de signature à monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, en matière de contrôle de légalité des établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la région d'Ile-de-France dans le ressort de l'académie de Créteil et n° 2021-01-20-004 du 20 janvier 2021 portant délégation de signature à monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil, en matière d'ordonnancement secondaire ;
- VU** l'arrêté n° 2021-18-RRA du 25 février 2021 du recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, portant délégation de gestion des crédits du programme 362 « Ecologie » du Plan France relance ;
- VU** l'arrêté ministériel en date du 19 avril 2017 nommant madame Sylvie THIRARD dans l'emploi de secrétaire général de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 février 2020 nommant madame Corinne SCHITTENHELM, attachée principale d'administration de l'État, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche, cheffe de la division des affaires financières au rectorat de l'académie de Créteil à partir du 1<sup>er</sup> mars 2020 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 juillet 2018 nommant madame Sandrine LANDES, attachée principale d'administration de l'État, au rectorat de l'académie de Créteil ;

- VU** l'arrêté ministériel en date du 13 novembre 2020 affectant monsieur Daniel DIDISSE, attaché principal d'administration de l'État, au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 19 juin 2009 affectant madame Françoise ANNE, secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 21 juin 2010 nommant madame Chantal BASSON secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 27 juin 2012 nommant monsieur Bernard HOUSSIN secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 2 juin 2015 nommant madame Judith ESPERANCE secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil à compter du 25 août 2015 ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 21 avril 2016 affectant madame Nicole ZALI, secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 7 novembre 2017 affectant madame Chantal NODANCHE, secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur classe supérieure, au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 17 juillet 2019 nommant madame Marine MARCHAND secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 10 septembre 2019 nommant madame Hassina CAMARD-ABDOULLA, secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 9 juillet 2003 nommant madame Guënolla PFLIGER adjointe administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 26 août 2010 nommant madame Francine BIKOUMOU adjointe administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 26 juillet 2011 nommant madame Angélique BERENGER adjointe administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 26 août 2013 nommant madame Magali SAULDUBOIS adjointe administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 10 juillet 2015 nommant madame Edwige CHAUMONT adjointe administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil ;
- VU** l'arrêté rectoral en date du 11 décembre 2019 nommant madame Laurence DEMERY adjointe administrative principale de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur au rectorat de l'académie de Créteil à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;
- VU** la décision du 11 décembre 2020 portant désignation des responsables de budget opérationnel de programme (BOP) et d'unités opérationnelles (UO) pour le programme 214 « soutien de la politique de l'éducation nationale » ;
- VU** la décision du 21 décembre 2020 portant désignation des responsables de budget opérationnel de programme (BOP) et d'unités opérationnelles (UO) pour le programme 150 « formations supérieures et recherche universitaire » ;

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** En cas d'absence ou d'empêchement du recteur ou de la secrétaire générale de l'académie de Créteil, délégation de signature est donnée à :

**Madame Corinne SCHITTENHELM**, cheffe de la division des affaires financières,

à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les actes suivants :

Exécution des décisions à caractère financier relevant des attributions d'ordonnateur secondaire du budget du ministère de l'éducation nationale, déléguées au recteur de l'académie de Créteil, par l'arrêté préfectoral susvisé et déléguées aux inspecteurs d'académie par délégation de gestion du 24 juillet 2009 et par l'arrêté du recteur de région académique d'Ile-de-France pour la gestion et l'utilisation des crédits du programme 362 « Ecologie » du Plan France Relance,

Exécution des décisions relatives au contrôle interne comptable

Validation de tous les actes :

- validation d'engagements juridiques,
- certification du service fait,
- demandes de paiement,
- recettes non fiscales,
- rétablissement de crédits.

Signatures des actes suivants :

- pièces justificatives des recettes et des dépenses,
- bons de commande,
- états de fin de gestion,
- états des frais de déplacement,
- états de régies d'avances et de recettes,
- indemnités spéciales d'éloignement,
- retraite additionnelle,
- congés bonifiés (dont les arrêtés d'ouverture de droit),
- frais de changement de résidence (dont les arrêtés d'ouverture de droit),
- actes relatifs à la gestion financière des personnels.

Actes juridiques afférents aux marchés publics :

- procédures de publication,
- passation,
- notification et exécution des marchés.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de madame Corinne SCHITTENHELM, délégation de signature est donnée à :

- **Mesdames Sandrine LANDES**, adjointe à la cheffe de division,
- **Monsieur Daniel DIDISSE**, chef de service,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et compétences, l'ensemble des actes de l'article 1.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de mesdames Corinne SCHITTENHELM et Sandrine LANDES et de monsieur Daniel DIDISSE, délégation de signature est donnée à **mesdames Françoise ANNE, Hassina CAMARD-ABDOULLA, Judith ESPERANCE, Marine MARCHAND, Chantal NODANCHE et Nicole ZALI**, gestionnaires, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les actes suivants :

- validation d'engagements juridiques,
- certification du service fait,
- demandes de paiement
- recettes non fiscales.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de mesdames Corinne SCHITTENHELM et Sandrine LANDES et de monsieur Daniel DIDISSE, délégation de signature est donnée pour la certification du service fait aux gestionnaires suivants :

- madame Françoise ANNE,
- madame Chantal BASSON,
- madame Angélique BERENGER,
- madame Francine BIKOUMOU,
- madame Hassina CAMARD-ABDOULLA
- madame Edwige CHAUMONT,
- madame Laurence DEMERY,
- monsieur Bernard HOUSSIN,
- madame Guënola PFLIGER,
- madame Magali SAULDUBOIS.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté abroge l'arrêté du 11 février 2021.

**ARTICLE 6 :** La secrétaire générale de l'académie de Créteil est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France.

Fait à Créteil, le 8 avril 2021

Le recteur de l'académie de Créteil

Signé

Daniel AUVERLOT

Direction régionale et interdépartementale de  
l'équipement et de l'aménagement

IDF-2021-04-07-00002

Décision DRIEAT-IdF n° 2021-0038 du 7 avril 2021  
portant subdélégation de signature en matière  
administrative





**Décision DRIEAT-IdF n° 2021-0038**

portant subdélégation de signature en matière administrative

La directrice régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

Vu le décret n° 91-393 du 25 avril 1991 portant dispositions statutaires applicables au corps des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 modifié relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2005 relatif à la réception des moteurs destinés à être installés sur les engins mobiles non routiers en ce qui concerne les émissions de gaz et de particules polluants ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État ;

Vu l'arrêté du 12 mars 2021 portant nomination de Mme Emmanuelle GAY, en qualité de directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n° IDF-2021-03-29-00020 du 29 mars 2021 du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris portant organisation de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision DRIEA IDF n° 2021-0005 du 1<sup>er</sup> avril 2021 portant organisation des services de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté PCI n° 2021-023 du 31 mars 2021 du préfet des Hauts-de-Seine portant délégation de signature des actes administratifs à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n° 2021-0805 du 31 mars 2021 préfet de la Seine-Saint-Denis donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n° 2021-1098 du 30 mars 2021 préfet du Val-de-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, l'aménagement et des transports de la région d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n° IDF-2021-03-31-00013 du 31 mars 2021 préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement de la région Île-de-France, en matière administrative ;

Vu l'arrêté n° IDF-2021-03-31-00014 du 31 mars 2021 du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire ;

Vu l'arrêté n° 75-2021-03-31-00002 du 31 mars 2021 préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

Sur proposition de la secrétaire générale,

## DÉCIDE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Attributions générales des directeurs adjoints et de l'adjoint à la directrice**

Subdélégation est accordée à Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée des ressources humaines et de la gestion des moyens, Mme Claire GRISEZ, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe en charge de l'eau et du développement durable, M. Alain MONTEIL, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d'Île-de-France, M. Jean-Marc PICARD, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, chargé de l'énergie des risques et de la nature, M. Paul WEICK, administrateur civil hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, M. Hervé SCHMITT, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de l'aménagement durable et des transports et M. Pascal HERITIER, ingénieur de l'industrie et des mines hors classe, adjoint à la directrice, chargé du pilotage des services, pour les matières relevant des articles 4 à 18.

### **ARTICLE 1 bis : Suppléance**

Subdélégation est accordée à Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée des ressources humaines et de la gestion des moyens, Mme Claire

GRISEZ, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe en charge de l'eau et du développement durable, M. Alain MONTEIL, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d'Île-de-France, M. Jean-Marc PICARD, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, M. Paul WEICK, administrateur civil hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, M. Hervé SCHMITT, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de l'aménagement durable et des transports pour signer, en cas d'absence prolongée de Mme Emmanuelle GAY, les arrêtés, décisions et pièces relevant des attributions de la direction.

## **ARTICLE 2 : Cabinet de la direction, sécurité défense, communication et stratégie et projets immobiliers**

### ■ Le Cabinet de la direction

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de ses attributions, à Mme Nadia BELLIL, conseillère d'administration du développement et de l'aménagement durables, directrice de cabinet de la direction, pour le fonctionnement du cabinet.

### ■ La mission sécurité-défense

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Paul WEICK, administrateur civil hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, et à M. Charles-Emmanuel RAMEAU, attaché d'administration de l'État, responsable de la mission sécurité défense.

### ■ Le service communication

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de ses attributions, à Mme Stéphanie CARVALHEIRO, personnel non titulaire de catégorie A, directrice du service communication, à Madame Magali MAUGER, son adjointe, personnel non titulaire de catégorie A, ainsi qu'à M. Robin LEROY, attaché principal d'administration de l'État, chargé de la mission communication placé auprès de la direction des routes d'Île-de-France.

### ■ Stratégie et projets immobiliers

Subdélégation de signature est également accordée, dans la limite de ses attributions, à M. Jérôme PINAUD, architecte urbaniste de l'État en chef, directeur de la stratégie et des projets immobiliers.

## **ARTICLE 3 : Gestion et conservation du domaine public routier national et du domaine privé qui s'y rattache, exploitation des routes et opérations domaniales (acquisitions foncières et expropriations)**

### - Direction des routes Île-de-France (DiRIF)

1. Subdélégation de signature est accordée à M. Alain MONTEIL, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d'Île-de-France et, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Jérôme ROQUES, attaché principal d'administration de l'État, directeur-adjoint des routes d'Île-de-France ;
- M. Marc CROUZEL, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directeur adjoint territorial des routes d'Île-de-France ;
- M. Emmanuel RIMOUX, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, responsable du service de modernisation du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- Mme Fanny CHANTRELLE, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, adjointe au responsable du service de modernisation du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- M. Frédéric ROCHER-LACOSTE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- M. Claude STREITH, ingénieur divisionnaire des travaux public de l'État, adjoint au responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- M. Hervé ABDERRAHMAN, ingénieur hors classe des travaux publics de l'État, responsable du service

3

du trafic et des tunnels de la direction des routes d'Île-de-France ;

- Monsieur Jean-François TARISTAS, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, chef de la mission de la politique et des moyens de l'exploitation de la direction des routes d'Île-de-France.

2. Subdélégation de signature est également accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le service de la modernisation du réseau :

- M. Michel PERREL, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de modernisation du réseau Sud-Ouest ;
- M. Eric VILBE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de modernisation du réseau Nord-Est, et son adjointe, Mme Florence DERUMIGNY, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Davy PRYBYLA, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département des projets olympiques, et son adjoint, Anthony MITRANO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christophe DESNOUAILLES, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département des études générales et des voies réservées ;
- Mme Louise DEVRIES, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable par intérim du département de l'ingénierie de la modernisation du réseau, et son adjoint et chef de projet routier M. Régis BOST, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- Mme Micheline LEHOUX, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des affaires foncières, et son adjointe Mme Sophie MOZER, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- M. Alexandre PICARD, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau programmation, gestion et ordonnancement ;

■ pour le service de la gestion patrimoniale du réseau :

- M. Guillaume DAMIEN, ingénieur en chef des ponts des eaux et des forêts, responsable du département ouvrages d'art et son adjoint et chef de l'unité technique ouvrages d'art, M. Fernando DIAS, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Victor MARTINET, ingénieur des travaux publics de l'État, chef de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art, et son adjoint M. Thomas GODEFROY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Olivier SIGAULT, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Sud-Ouest de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art ;
- M. Arnaud JESTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Nord-Est de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art ;
- Mme Pascale BLATNIK, ingénieure hors classe des travaux publics de l'État, responsable du département des techniques de la route, et ses adjoints, M. Serge CRISCIONE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, et M. Benjamin FOUCHARD, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christophe GODE, technicien supérieur en chef du développement durable, chef de l'unité équipements du département des techniques de la route, et son adjoint M. Dominique LE DUFF, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- Mme Laura SAPATEIRO, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité programmation, politiques techniques et qualité, et son adjoint, M. Arnaud IFFLY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Pascal GIRARD, ouvrier des parcs et ateliers, chef de l'unité gestion budgétaire et administrative, et son adjointe, Mme Gwenaëlle COSMAO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale ;

■ pour le service du trafic et des tunnels :

- M. Stéphane GOUDEAU, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département de l'ingénierie et de la modernisation des équipements et des tunnels, et son adjoint M. Martial DUMONT, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Pierre-Baptiste DELPUECH, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département de l'exploitation du trafic et des tunnels, et ses adjoints, Mme Michèle MARLIERE, personnel non titulaire de catégorie A, et M. Olivier NALIN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts ;
- M. Abel BENOIT ROSARIO, ingénieur des travaux publics de l'État, chargé de mission sécurité du réseau ;
- M. Julien CHAVEROUX, attaché d'administration de l'État, chef de l'unité observatoire et ingénierie du

- trafic, et son adjoint M. Marc RIVIERE, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- Mme Sarah SANANES, ingénieure des travaux publics de l'État, chef de l'unité coordination du trafic et information routière, et son adjoint et chef du centre coordination trafic M. Marc KOENIG, ouvrier des parcs et ateliers ;
- M. Erwan LE PRIOL, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable de l'unité politique de maintenance et de modernisation, et son adjointe, Mme Amélie GRENOT, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- Mme Caroline LORENZ, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité informatique et réseaux centraux, et son adjoint, M. David QUINTANS, ouvrier des parcs et ateliers ;
- M. Hassan BELKACEM, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Nord, et ses adjoints, M. Philippe THULLIER, et M. Michaël LEGAIT, ouvriers des parcs et ateliers ;
- Mme Camille REMY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Ouest, et ses adjoints, M. Jean Abdoulla GOULAM, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Marius JEAN, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ; M. Jérôme TEMPERAULT, ouvrier des parcs et ateliers, chargé du pôle de maintenance de Boulogne et M. Alain FALH, ouvrier des parcs et ateliers, chargé du pôle de maintenance de Nanterre ;
- Mme Emmanuelle LE ROY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Sud, et ses adjoints M. Robert TOUATI, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Julien PROUST, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;
- M. Thomas LESURQUE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Est, et ses adjoints, M. Laurent MOUSSEUX, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Jean-Pierre SULLY, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Ouest :

- M. Jean-Mallory ROUSSEAU, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Ouest, et son adjointe, Mme Julie COHEN-SOLAL, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Jean-Michel KIFOURI, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) ;
- M. Yohan POLDRUGOVAC, technicien supérieur principal du développement durable, responsable par intérim de l'unité d'exploitation de la route de Boulogne ;
- M. Marc HELARY, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable par intérim de l'unité d'exploitation de la route de Jouy-en-Josas ;
- M. Frédéric CARLIER, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Nanterre, et son adjointe, Mme Catherine CHAUVET, personnel non titulaire sous règlement intérieur local ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Est :

- M. Adrien PUGES, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Est, et son adjoint, M. Adrien KARGOL, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Claude GRUMELART, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) et ses adjoints Mme Claudine GALLACCIO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, et M. Anthony THIEFFRY, technicien principal supérieur du développement durable ;
- M. Patrice DEGLA, technicien supérieur du développement durable, adjoint au responsable de l'unité exploitation de la route de Brie-Comte-Robert ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Sud :

- M. Patrice MORICEAU, ingénieur hors classe des travaux publics de l'État, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Sud, et son adjoint M. Moustapha SAVANE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christian LABILLE, ouvrier des parcs et ateliers, responsable du bureau de gestion administrative et de la route ;
- M. Ludovic CADET, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Chevilly-Larue, et son adjoint M. Fernando CASTRO, technicien supérieur principal du développement durable ;
- M. Alexandre LEFORT, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable de l'UER d'Orsay-Villabé, et



ses adjoints, M. Denis PRUDHOMME, technicien supérieur en chef du développement durable, et M. Eric OGÉ, technicien supérieur en chef du développement durable ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Nord :

- M. Thomas WALLISER, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Nord, et son adjoint M. Jean-Baptiste DE CAGNY, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts ;
- M. Juan-Manuel MARTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) ;
- Mme Jocelyne SANDJAKIAN, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable du pôle contentieux et gestion du domaine public ;
- M. Jean-Willem LALLEMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Saint-Denis et son adjoint M. Ludovic MOUEZA, technicien supérieur principal du développement durable ; ;
- Mme Isabelle KERSON, technicienne supérieure en chef du développement durable, adjointe au responsable de l'unité d'exploitation de la route d'Eragny.

#### **ARTICLE 4 : Sécurité des transports et des véhicules**

■ pour le service sécurité des transports et des véhicules

Subdélégation de signature est accordée à M. Paul WEICK, administrateur civil hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, responsable du service sécurité des transports et des véhicules et son adjointe, Mme Odile SÉGUIN, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, ainsi que, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Arnaud DEMAY, attaché d'administration de l'État hors classe, responsable du département de la sécurité des transports fluviaux, et son adjointe Mme Soledad SCARON, ingénieure des travaux publics de l'État ;
- Mme Valérie GOUDEAU, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de la sécurité des transports guidés, et son adjoint M. Thomas THIEBAUT, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Renée CARRIO, attachée principale d'administration de l'État, responsable du département sécurité, éducation et circulation routières et son adjoint René ALBERTI, attaché d'administration de l'État ;
- M. Jean-François FRATINI, attaché principal d'administration de l'État, responsable du bureau sécurité et éducation routières du département sécurité, éducation et circulation routières ;
- Mme Christèle COIFFARD, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du bureau circulation routière du département sécurité, éducation et circulation routières ;
- M. Moussa BELOUASSAA, conseiller d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du département régulation des transports routiers ;
- M. David RECOQUILLON, attaché principal d'administration de l'État, adjoint au responsable du département régulation des transports routiers ;
- Mme Sadia KHELIFI, ingénieure divisionnaire d'études et de fabrications, responsable de la division gestion du département régulation des transports routiers et son adjointe Mme Véronique Ballatour, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle ;
- Mme Laurence MURZEAU, technicienne supérieure en chef du développement durable, responsable de l'unité gestion des titres de la division gestion ;
- M. Christophe Deprugney, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable de l'unité du registre des voitures de transport avec chauffeur et adjoint à la responsable de l'unité gestion des titres de la division gestion ;
- M. Jacques LAURENT, attaché d'administration de l'État, responsable de la division contrôle du département régulation des transports routiers et son adjoint M. Hugues NOLLET, ingénieur des travaux publics de l'État ;

- Pour les décisions concernant les homologations de véhicules, subdélégation est donnée à :

- M. Paul WEICK, administrateur civil hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint en charge de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité et son adjointe Mme Odile SÉGUIN, ingénieure en chef des travaux publics de l'État ;

6

Sub-délégation est également accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Yves SCHOEFFNER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef du département homologation et surveillance des véhicules et M. Jean-Luc PERCEVAL, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines, chargé de mission réceptions complexes et surveillance des organismes ;

### **ARTICLE 5 : Aménagement durable**

- pour le service aménagement durable :

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Muriel BENSAID, attachée d'administration hors classe, responsable du service, Mme Ghislaine BORDES, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, son adjointe, et, pour ce qui concerne les dispenses d'agrément des locaux d'activités, à Mme Elvira MELIN, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable de la mission immobilier d'entreprise.

### **ARTICLE 6 : Politique des transports**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- pour le service politique des transports :

- M. Alexandre ANACHE, ingénieur des ponts, eaux et forêts, responsable du service politique des transports, M. François PLOQUIN, ingénieur des ponts, eaux et forêts, adjoint au responsable du service et responsable du département des mobilités et de la logistique, et M. Denis LAISNEY, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, adjoint au responsable de service et responsable du département transports urbains ;

### **ARTICLE 7 : Politiques de l'eau et des milieux aquatiques**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- pour le service politiques et police de l'eau :

- Mme Isabelle KAMIL, ingénieure en chef des ponts, eaux et forêts responsable du service politiques et police de l'eau, Mme Caroline LAVALLART, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, adjointe au responsable du service politiques et police de l'eau et responsable de la mission stratégie eau et planification, M. Laurent TELLECHEA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, adjoint de la responsable de service, Mme Marine RENAUDIN, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, adjointe à la responsable du service et responsable du département instruction loi sur l'eau ;

- pour signer et accomplir les actes suivants, en qualité de délégué du bassin Seine-Normandie :

- Saisir et convoquer au nom du préfet de la région d'Île-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, le comité de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie,
- Signer, au nom du préfet de la région d'Île-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, tous les arrêtés et décisions concernant le plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie et la fixation des limitations de pêche selon les modalités fixées par ledit plan de gestion,
- Saisir le comité de bassin Seine-Normandie pour avis sur les projets de périmètres de schémas d'aménagement et de gestion des eaux, les projets de schémas d'aménagement et de gestion des eaux et les projets de délimitation de zones vulnérables à la pollution par les nitrates.

- Représenter, en application de l'article R212-30 du Code de l'environnement, le préfet coordonnateur du bassin Seine Normandie dans les Commissions locales de l'eau des SAGE du bassin.
- Saisir, en application de l'article R 566-11 du Code de l'environnement, le comité de bassin pour avis sur les documents relatifs à la mise en œuvre de la Directive Inondation.

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Isabelle KAMIL, ingénieure en chef des ponts, eaux et forêts responsable du service politiques et police de l'eau, Mme Caroline LAVALLART, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, adjointe au responsable du service politiques et police de l'eau et responsable de la mission stratégie eau et planification.
  - Pour signer, au titre de la Mission Interdépartementale Inter-services de l'eau et de la nature, tous les actes ou décisions liés au fonctionnement et à la mise en œuvre des actions de la Mission Interdépartementale Inter-services de l'eau et de la nature de Paris et de la proche couronne.
- Mme Isabelle KAMIL, ingénieure en chef des ponts, eaux et forêts, responsable du service politiques et police de l'eau, Mme Marine RENAUDIN, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, adjointe à la responsable du service et responsable du département instruction loi sur l'eau, Mme Véronique NICOLAS, ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, adjointe à la responsable du département instruction loi sur l'eau et Mme Chloé CANUEL, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité Marne Seine amont ;

### **ARTICLE 8 : Connaissance et développement durable**

- pour le service connaissance et développement durable :
  - M. Enrique PORTOLA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable du service connaissance et développement durable, et ses adjointes, Mme Véronique LEMAIRE-CURTINOT, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts et Mme Anastasia WOLFF, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts ;

### **ARTICLE 9 : Décisions en Île-de-France au titre de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas mentionnée au premier alinéa du IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement pour les projets (articles L.122-1, L.122-2, L.512-7-2 et R.122-2, R.122-3, R.122-3-1 du code l'environnement)**

Pour signer les actes suivants :

- les récépissés de dépôt, les courriers de demande de compléments, d'accusé de réception, de demande de contribution aux services experts, les décisions portant obligation ou non, de réaliser une évaluation environnementale, les réponses aux recours administratifs préalables rendus dans le cadre de la procédure d'examen « au cas par cas » conformément aux dispositions de l'article R.122-3 du code de l'environnement.
- Sub-délégation de signature est accordée à M. Enrique PORTOLA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable du service connaissance et développement durable, et ses adjointes, Mme Véronique LEMAIRE-CURTINOT, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts et Mme Anastasia WOLFF, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts
- M. François BELBEZET, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, chef du département évaluation environnementale, service connaissance et développement durable, M. Bertrand TALDIR, attaché d'administration de l'Etat, adjoint au chef du département évaluation environnementale, service connaissance et développement durable,
- M. Médhy Broussillon, attaché d'administration de l'Etat, adjoint au chef du département évaluation environnementale, service connaissance et développement durable,
- Mme Agnès COURET, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale de Seine et Marne,
- Mme Delphine DUBOIS, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale des Yvelines,



- M. Patrick POIRET, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale de l'Essonne,
- M. Guillaume MANGIN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine et son adjointe, Mme Nadia HERBELOT, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines,
- M. Laurent CONDOMINES, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis et son adjoint, M. Olivier ASTIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines,
- M. Pierre-Julien EYMARD, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale du Val-de-Marne et son adjoint M. Jean-Marie CHABANE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines,
- M. Alexis RAFA, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale du Val d'Oise ;

## **ARTICLE 10 : Energie**

### ■ pour le service énergie et bâtiments :

Pour instruire et signer les actes suivants :

- audits énergétiques, les courriers préalables aux mises en demeure et les mises en demeure elles-mêmes, délivrance des audits de performance énergétique auxquels sont soumis les obligés. Ce dispositif fait partie des sanctions prévues à l'article L 2334 du code de l'énergie ;

- l'ensemble des actes administratifs pris dans le cadre des démarches de soutien aux énergies renouvelables, dont les appels d'offre de la commission de régulation de l'énergie et notamment les certificats d'éligibilité du terrain d'implantation des appels d'offre concernant le développement des installations de production d'énergie renouvelables, les autorisations de modification technique ou des montages d'actionariat des projets lauréats conformément au cahier des charges des appels d'offre et des instructions ministérielles et les courriers de mise en demeure de communication des garanties financières d'exécution des projets lauréats, conformément aux cahiers des charges ;

- les décisions et sanctions relatives au plan de performance énergétique et au contrôle des installations de production d'électricité renouvelable ;

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives à :

- M. Thomas BOUYER ingénieur en chef des eaux, des ponts et des forêts, chef du service énergie et bâtiments, et ses adjoints, M. Vincent PAVARD, architecte urbaniste de l'État, responsable du département bâtiment, et M. Baptiste LORENZI, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Manon HAMELIN-KOVARSKI, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département climat, air et énergie ;

## **ARTICLE 11 : Bâtiment :**

Subdélégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions respectives à :

- M Jérôme PINAUD Architecte urbaniste de l'état en chef, directeur de la stratégie et des projets immobiliers.

### ■ pour le département bâtiment :

Subdélégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions respectives à :

- M. Thomas BOUYER, ingénieur en chef des eaux, des ponts et des forêts, chef du service, et ses adjoints, M. Vincent PAVARD, architecte urbaniste de l'État, responsable du département bâtiment et M. Baptiste LORENZI, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Anne DELAUNAY-VERNHES, architecte urbaniste de l'État, adjointe au responsable du département bâtiment ;
- Mme Dominique RITZENTHALER, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, adjointe au responsable du département bâtiment ;
- Mme Frédérique REMMY, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;

## **ARTICLE 12 : Autorisation d'installation d'une enseigne**

Pour les actes suivants :

- accord préalable à la délivrance d'une autorisation d'installation d'une enseigne sur un monument naturel, dans un site classé, un cœur de parc national, une réserve naturelle ou sur un arbre.

subdélégation de signature, dans la limite de leurs attributions, est accordée à :

- Mme Lucile RAMBAUD, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, cheffe du service nature et paysage et son adjoint M. Robert SCHOEN, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, Mme Laurence RUVILLY, attachée principale de l'administration de l'État, cheffe du département sites et paysage, service nature et paysage, et son adjointe Mme Florence MOTTES, architecte urbaniste de l'État, M. Stéphane LUCET, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, chef du département espaces et patrimoine naturels, service nature et paysage et son adjoint M. Antoine LOMBARD, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement ;

## **ARTICLE 13 : Pilotage du budget, des effectifs et des ressources humaines. Affaires juridiques et documentation.**

- Pour le service accompagnement et pilotage :

Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M Julien PELGE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef du service accompagnement et pilotage, et son adjointe Mme Aurore NATIVITE attachée d'administration de l'État hors classe, conseillère d'administration du développement et de l'aménagement durables ;
- M. Jean-Baptiste PUIGGALI, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département des affaires juridiques et de la documentation,
- Mme Catherine STOVEN, attachée principale d'administration de l'État, responsable de l'unité des affaires juridiques, pour signer tout acte ou pièce nécessaires à la défense des activités des services devant les juridictions administratives et judiciaires et pour présenter des observations orales devant les juridictions ;
- Mme Carine LEBON, personnel non titulaire de catégorie A, chargée de mission juridique, pour présenter des observations orales devant les juridictions.

## **ARTICLE 14 : Gestion des ressources humaines. Achats et commande publique. Logistique et moyens généraux**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- pour le secrétariat général :
- Mme Marie-Laure AYUSTE-PELAGE, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des ressources humaines du secrétariat général délégué auprès de la DIRIF ;
- Mme Catherine CLERC, attachée d'administration hors classe de l'État, secrétaire générale, M. Romuald SEGRETIN, conseiller d'administration du développement et de l'aménagement durables, secrétaire général adjoint, M. Philippe POIRIER, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, secrétaire général délégué auprès de la DIRIF, et M. Tarik TOUGHRAI, ingénieur des travaux publics de l'État, adjoint au secrétaire général délégué, ainsi que pour présenter des observations devant les comités médicaux et les commissions de réforme ;
- 
- M. Xavier LEJEUNE, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département des ressources humaines et des compétences, et son adjointe Mme Martine SADA, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, chef de l'unité carrières et rémunérations, à l'effet de signer tous les actes et pièces relevant des attributions du département, ainsi que pour présenter des observations devant les comités médicaux et les commissions de réforme ;

- M Nicolas SCHUTZ, attaché d'administration de l'État, chef de l'unité temps, effectifs, recrutement et mobilité et ;
- Mme Nathalie RICHARD, attachée d'administration de l'État, chef de l'unité formation, handicap accompagnement et compétences, à l'effet de signer tous les actes et pièces relevant du département en cas d'empêchement du responsable et de son adjointe ;
- Mme Sylvie GAYRARD, personnel non titulaire de catégorie A, responsable du bureau des affaires juridiques au secrétariat général délégué auprès de la DiRIF, et son adjointe Mme Catherine PERNOIS, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, pour présenter des observations orales devant les juridictions.

■ pour le centre support régional :

- Mme Élisabeth BOULEZ, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, responsable du centre support régional ;
- Mme Sandrine GRANDIN, assistante ingénieure de l'enseignement supérieur, adjointe au responsable du département gestion des ressources humaines et responsable de l'unité qualité, et M. Stéphane MEINIER, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité gestion ;
- Mme Cécile CARDOT, attachée principale d'administration de l'État, responsable du centre de prestations comptables mutualisées (CPCM) ;
- M. Gaël BINTEIN, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du département systèmes d'information et numérique,
- M. Ferdinand MEMEVENGNY, ingénieur des travaux publics de l'État, adjoint au responsable du département systèmes d'information et numérique et Mme Emmanuelle AIRAUD, attachée d'administration de l'État, adjointe au responsable du département systèmes d'information et numérique.

**ARTICLE 15 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région à Paris**

Subdélégation de signature est accordée à M. Raphaël HACQUIN, administrateur civil général, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale de Paris, et, dans la limite de leurs attributions, à :

- Mme Émilie CAM, architecte urbaniste de l'État, responsable du service aménagement durable et connaissance des territoires ;
- Mme Laurence CACHEUX, attachée d'administration hors classe de l'État, responsable du service patrimoine, paysage et droit des sols ;
- Mme Natacha CARRIER-SCHRUMPF, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service utilité publique et équilibres territoriaux ;
- Mme Nathalie SIMON, attachée principale d'administration de l'État, responsable de la mission d'appui au pilotage (jusqu'à son départ).

**ARTICLE 16 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région pour l'unité départementale des Hauts-de-Seine**

Subdélégation de signature est accordée à M. Guillaume MANGIN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- M. Sofïène BOUIFFROR, administrateur civil, directeur-adjoint ;
- Mme Nadia HERBELOT, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, directrice-adjointe ;
- Mme Claire ROSEVEGUE, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du service risques et installations classées ;
- M. Michaël PREVOST, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service urbanisme et construction durables, et son adjointe Mme Sophie TCHENG, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Stéphane BAUDEMONT, architecte urbaniste de l'État, responsable du service planification et aménagement des territoires, et son adjointe Mme Camille MADOIRE-ROUZAUD, attachée principale d'administration de l'État ;
- M. Anthony JEANNE, attaché principal d'administration, responsable du service éducation et sécurité routière ;
- M. Frédéric SEIGLE, ingénieur de l'industrie et des mines, responsable du pôle véhicules infra-régional Ouest et son adjoint M. François RENAULT, technicien supérieur en chef de l'économie et l'industrie ;
- Mme Muriel LECAT, technicienne supérieure principale du développement durable, responsable du pôle

d'appui au pilotage local ;

#### **ARTICLE 17 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région pour l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis**

Subdélégation de signature est accordée à M. Laurent CONDOMINES, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- M. André COUBLE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur-adjoint ;
- M. Olivier ASTIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, directeur-adjoint ;
- Mme Catherine CHOLLET, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du service risques et installations classées ;
- M. Alaoudine MAYOUFI, ingénieur de l'industrie et des mines, responsable du pôle véhicules infra-régional Nord ;
- M. Christian SONJON, attaché d'administration de l'État hors classe, responsable du service éducation et sécurité routières ;
- Mme Florence MONFORT, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service urbanisme et constructions durables, et son adjointe, Mme Céline BARON, attachée principale d'administration de l'État ;
- Mme Mathilde HONORAT, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service planification et aménagement des territoires, et son adjointe Mme Marie JUILLE, attachée principale d'administration de l'Etat ;

#### **ARTICLE 18 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région pour l'unité départementale du Val-de-Marne**

Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions, respectives à M. Pierre-Julien EYMARD, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale du Val-de-Marne, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- M. Jérôme WEYD, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, et M. Jean-Marie CHABANE, chef de mission dans les administrations relevant des ministres chargés de l'économie de l'industrie, de l'emploi du budget et des comptes publics, directeurs-adjoints ;
- Mme Suzanne LECROART, conseillère d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du service urbanisme et construction durables, et son adjointe Mme Anne-Elisabeth SLAVOV, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Emmanuel FRISON, conseiller d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du service planification et aménagement des territoires, et ses adjoints Mme Pia LE WELLER, architecte urbaniste de l'État, et M. Olivier COMPAGNET, attaché principal d'administration de l'État ;
- M. Alain MAHUTEAU, délégué principal du permis de conduire et de la sécurité routière, responsable du service éducation et sécurité routières ;
- Mme Isabelle SATIN, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du service risques et installations classées ;
- Mme Stéphanie HUGON, ingénieure de l'industrie et des mines, responsable du pôle véhicules infra-régional sud ;
- Mme Ana TARRINHA, agente contractuelle de catégorie B, responsable du pôle d'appui au pilotage local.

#### **ARTICLE 19**

I. - Sont exclus des subdélégations visées dans les articles 2 à 14 :

- les conventions passées avec des collectivités locales, les établissements publics, les opérateurs publics et les agences d'urbanisme ;
- les correspondances ou avis formulés à l'attention des directeurs d'administration centrale ;
- les avis, propositions ou décisions relatifs aux cadres supérieurs de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;
- les mesures de suspension des fonctions et les décisions d'engagement de la procédure disciplinaire à

l'égard des agents ;

- l'instruction et les actes relevant de la sanction disciplinaire, ainsi que de l'abandon de poste
- les avis, propositions ou décisions relatifs aux cadres supérieurs de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

II. - Sont exclues des subdélégations visées dans les articles 2 à 14, sauf pour les directeurs-adjoints y compris les directeurs des unités départementales :

- les correspondances avec les maires des communes chefs-lieux de département et les présidents d'établissements publics territoriaux (EPT), de communauté d'agglomération ou de communauté de communes ;
- les conventions relatives aux prestations mutualisées, assurées par une entité de la DRIEAT pour le compte d'autres directions de l'État en Île-de-France, y compris en matière immobilière.

III. Sont exclues des subdélégations visées dans les articles 7 à 14 :

- Les correspondances avec les parlementaires, les anciens ministres, les conseillers régionaux et départementaux, les présidents des associations de maires, la maire de Paris et les maires des communes chefs-lieux de département ;
- Les correspondances entrant dans le cadre de la négociation du contrat de plan État-région ;

IV. Sont exclues des subdélégations visées aux articles ci-dessus, sauf pour les activités relevant de l'article X :

- Les mémoires en défense présentés au nom de l'État à l'occasion des recours formés devant les juridictions administratives et nés de l'activité de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, ou relevant de la délégation de pouvoir consentie au préfet de la région d'Île-de-France en matière de gestion de certains personnels du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement par le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié et les arrêtés du 26 décembre 2019 modifiés susvisés.

Ne sont pas concernées par cette exclusion, et ce pour les activités relevant des articles X à X, les procédures d'urgence prévues au livre V du code de justice administrative ;

Par ailleurs, une copie de toutes correspondances avec les autres élus, maires, conseillers municipaux ainsi que de celles concernant le contrôle de légalité et les mémoires produits dans le cadre des procédures d'urgence susmentionnées, sera simultanément adressée au préfet de la région d'Île-de-France.

## **ARTICLE 20**

En vertu de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n° 75-2021-03-31-00002 du 31 mars 2021 susvisé, sont exclus de la présente subdélégation de signature les actes, les décisions, les accords, les refus et les avis relatifs aux immeubles de l'État et de ses établissements publics classés au titre des monuments historiques et se rapportant aux opérations et aux projets concernant :

- 1°) le site de la Cathédrale Notre-Dame-de-Paris ;
- 2°) le site du Val-de-Grâce ;
- 3°) le site Fort nouveau de Vincennes.

## **ARTICLE 21**

Les subdélégations accordées au titre de la présente décision sont valables en cas d'intérim exercé par un subdélégué désigné formellement par la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

## **ARTICLE 22**

La décision DRIEA-IdF n° 2021-0187 du 9 mars 2021 et l'arrêté DRIEE-IdF n° 2021-006 du 11 janvier 2021 portant subdélégation de signature en matière administrative sont abrogées.

## **ARTICLE 23**

La présente décision entrera en vigueur au lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Île-de-France et au plus tôt le 1<sup>er</sup> avril 2021.

La secrétaire générale de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 7 avril 2021

Pour le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris,  
et par délégation,

La directrice régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des transports  
d'Ile de France,

*signé*

Emmanuelle GAY